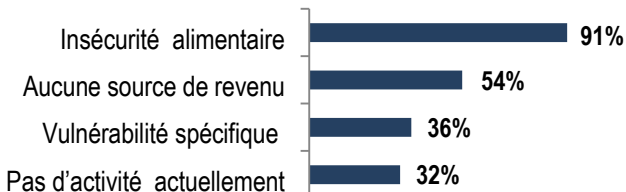


Le projet d'assistance urgente pour les populations vulnérables de la Région de Diffa – soutenu par le Centre de Crise et de Soutien (CDCS), apporte une assistance en cash à 619 ménages vulnérables hôtes et déplacés installés sur les sites de Djalori et Garin Dogo. Les bénéficiaires ont reçu un montant équivalent à 32 500 durant trois mois (septembre, octobre et novembre 2019). Ce rapport présente les résultats de la première enquête PIM réalisée un mois après la troisième distributions de cash prévu par le projet, soit en décembre 2019. Cette enquête a pour objectif de mesurer le degré de satisfaction des bénéficiaires vis-à-vis du processus de distribution et de l'aide reçue, ainsi que d'identifier l'utilisation du cash faite par les bénéficiaires. Au total, 238 ménages (59% de femmes et 41% d'hommes) ont été interrogés pour cette enquête, correspondant à un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5%. Les données ont été obtenues grâce à un questionnaire administré sur smartphone (*disponible sur demande*). La collecte des données s'est tenue du 17 au 19 décembre 2019, par des enquêteurs journaliers supervisés par un assistant de l'unité Suivi et Evaluation (AME) d'ACTED.

## 1 CRITÈRES DE SÉLECTION DES BÉNÉFICIAIRES

Les critères de sélection sont des critères objectifs sur lesquels se basent les équipes programmes pour sélectionner les bénéficiaires. Pour ces activités, un **Score de Consommation Alimentaire « pauvre »** est le critère essentiel qui a été considéré pour la sélection des bénéficiaires, suivi de la prise en compte de vulnérabilités spécifiques dans le ménage. Ces dernières sont liées à la taille du ménage, à l'âge et au genre du chef de ménage, ainsi qu'à la présence de personnes en situation de handicap physique ou mental dans le ménage.

### Critères de sélection cités par les bénéficiaires



La grande majorité des bénéficiaires connaissent le critère de sélection lié à l'insécurité alimentaire, qui était le critère de sélection déterminant.

**75%** des répondants déclarent **connaître les critères de sélection** des bénéficiaires

**0** aucun des répondants n'a indiqué avoir donné de l'argent ou tout autre bien pour être inscrit sur la liste de bénéficiaires

**99%** des répondants sont **satisfaits de la sélection**. Les 2 personnes qui ne sont satisfaites auraient aimé que l'ensemble de la population bénéficie de cette aide

## 2 PROCESSUS DE DISTRIBUTION

**100%** des répondants « **satisfaits** » ou « **très satisfaits** » vis-à-vis du **processus de distribution**

**97%** des répondants déclarent avoir reçu **suffisamment d'information** sur la **durée et la modalité** du cash transfert

Les bénéficiaires de Garin Dogo et Djalori se sont rendus dans la ville de Diffa pour recevoir leur cash, située respectivement à 15 et 18km du site de distribution.

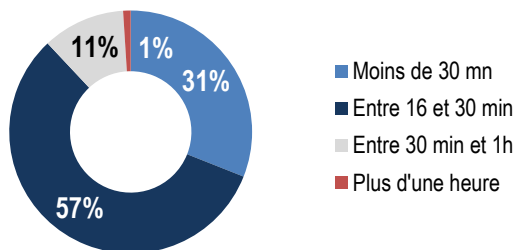


**98%** des répondants ont utilisé un **taxi** pour se rendre sur le site de distribution. Les autres ont emprunté une charrette ou se sont rendu à pied.



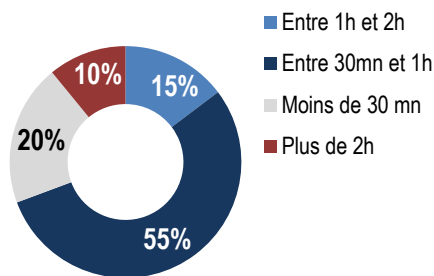
**99%** des répondants déclarent avoir **payé le transport** pour se rendre sur le site. Le montant moyen équivaut à 685 Naira (+/- 1127 FCFA).

## Temps pour atteindre le site de distribution



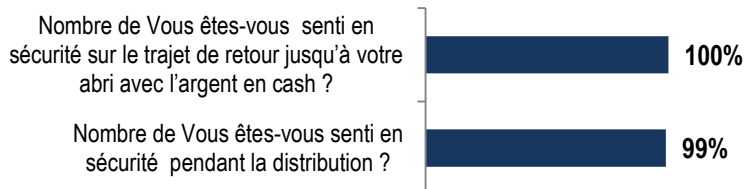
Malgré la distance entre les villages des bénéficiaires et le site de distribution situé dans la ville de Diffa, la majorité des bénéficiaires ont mis moins d'une heure pour atteindre le site de distribution en taxi/voiture. La part des bénéficiaires qui déclare avoir mis plus d'une heure de trajet ont pu mettre plus de temps à cause du nombre de personnes dans le véhicule, l'état de la route ou de l'ancienneté du véhicule.

## Temps d'attente pour recevoir le cash



75% des répondants ont attesté avoir attendu entre 30min et 1h et 10% ont attendu plus de 2h avant de recevoir leur cash. La longue attente s'explique par le fait qu'ils n'existe que 2 guichets de perception pour plus de 600 bénéficiaires.

## Sécurité



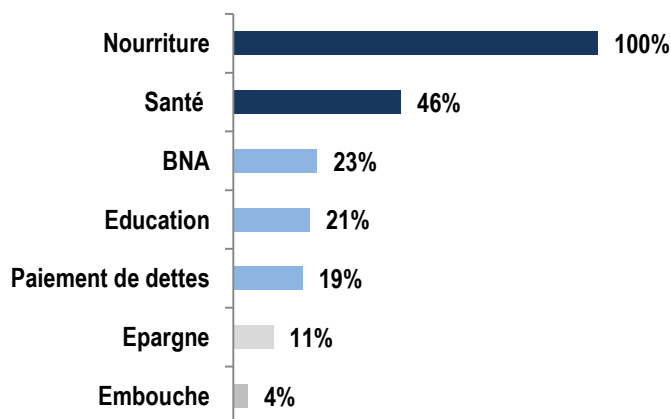
## 3 SOURCES DE REVENU ET UTILISATION DU CASH

**84%** des répondants n'ont eu aucune autre source de revenu que l'assistance en cash fournie par ACTED pendant l'enquête.

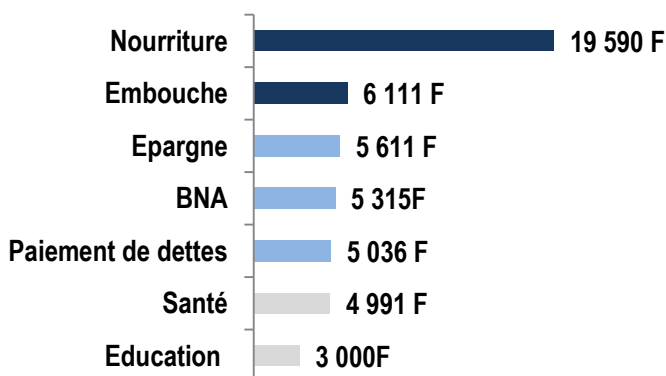
**9358** est le revenu mensuel moyen des autres sources de revenus ce qui est loin du panier alimentaire minimum (32 500 FCFA) \*

\* Concernent les 16% de répondants qui déclarent avoir d'autres sources de revenus que le cash fourni par ACTED au cours du mois de l'enquête.

## Part des ménages ayant dépensé dans chaque item au cours du mois de référence

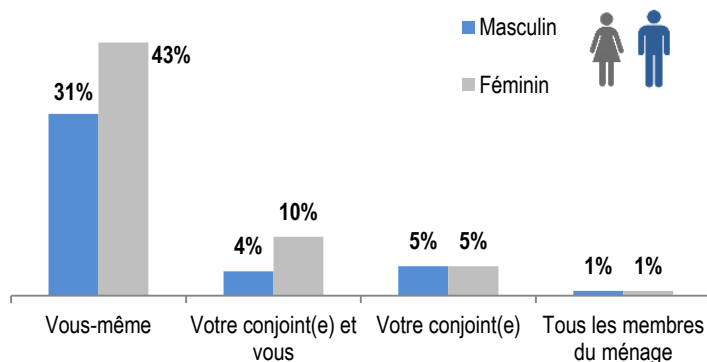


## Montant moyen des dépenses (en FCFA) / type au cours du mois de référence



75% affirment que le cash – combiné ou non à leurs autres revenus – leur permet de couvrir leurs besoins alimentaires de base ce mois. Pour les autres, les besoins ne sont pas couverts dû à la grande taille de leur ménage, ou parce qu'ils n'ont aucune autre source de revenu (hors cash).

## Membre responsable de l'utilisation du cash



## Redistribution de l'argent reçu

79% des répondants ont redistribué une partie de leur cash à un autre ménage qui n'a pas bénéficié de l'assistance. Le montant varie de 300 à 10 000 FCFA, et équivalait à une moyenne de 3957 FCFA.



16 répondants indiquent avoir redistribué du cash au chef de leur communauté. Le montant varie de 100 à 5000 FCFA. Il s'agit d'une pratique assez répandue dans la région de Diffa, où il arrive que les bénéficiaires partagent leur assistance avec les personnes qui n'en reçoivent pas. Selon l'expérience d'ACTED dans la région, ces redistributions se font de manière spontanée et semblent être une norme culturelle, qu'ACTED continuera néanmoins de suivre / étudier.

## 4 MARCHÉ

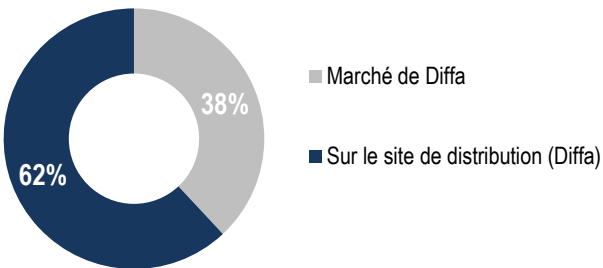
Les localités de Garin Dogo et Djalori n'offrent pas d'accès à un marché fonctionnel, ce qui peut expliquer pourquoi 8% des répondants ont indiqué ne pas avoir accès à un marché. Le marché le plus proche est celui de Diffa, auquel 74% des répondants se sont rendus.

Le site de distribution a été fixé à Diffa notamment pour sa proximité avec le marché, et 82% des répondants ont indiqué avoir effectué des achats dès le premier jour de la distribution. La majorité des répondants a effectué leurs achats en Naira (monnaie utilisée dans la région de Diffa), et ont changé leur argent auprès de cambistes.

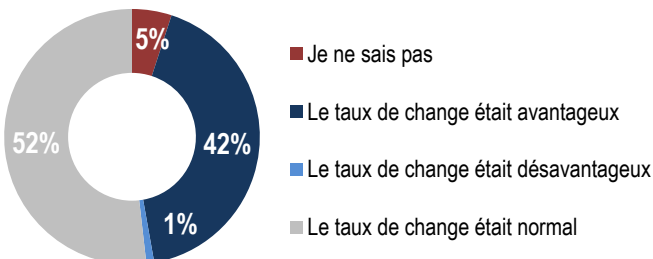
# 86%

des répondants ont indiqué avoir effectué leurs achats en Naira, et ont donc **changé la monnaie reçue** (FCFA)

### Lieu de changement de la monnaie (FCFA au Naira)



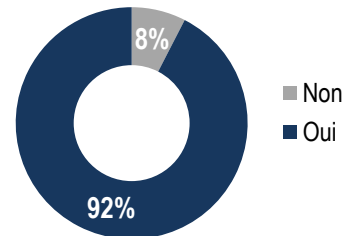
### Perception sur le taux de change (FCFA au Naira)



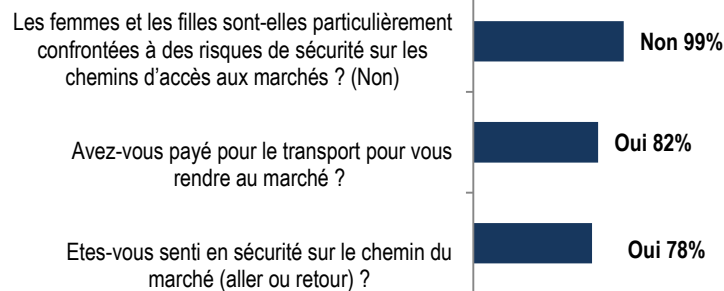
# 96%

des répondants estiment que la **distribution n'a pas entraîné de tensions ou de jalousies au sein de la communauté**

### Accès à un marché



### Transport jusqu'au marché



# 82%

des répondants affirment avoir **payé le transport pour se rendre au marché** alors que le montant distribué est déterminé pour répondre aux besoins alimentaires. Beaucoup ont utilisé le Naira.

# 99%

des répondants ont indiqué que **tous les biens recherchés étaient disponibles sur le marché**; seulement un répondant atteste que le marché ne disposait pas de tous les biens alimentaires qu'il souhaitait acheter

### Suggestions pour continuer d'éviter les tensions communautaires :



Distribuer du cash à tous les ménages du village

Meilleure explication des critères de sélection afin que toute la population soit informée sur le fait que seul les ménages vulnérables sont assistés

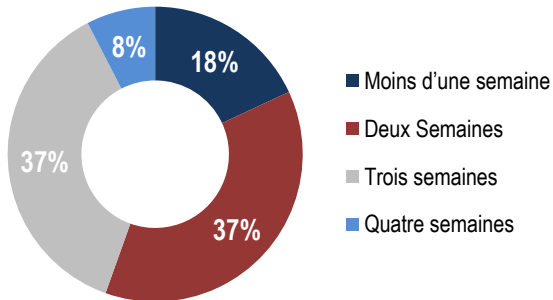
## 5 MODALITÉ CASH & ACCÈS AUX SERVICES DE BASE

**99%** des répondants ont déclaré être **satisfaits de la modalité d'assistance en cash**.

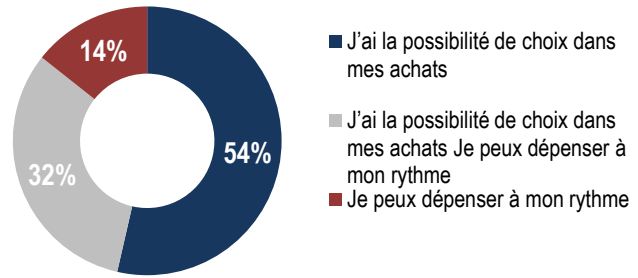
**37%** des répondants **auraient préféré** recevoir une assistance **en nature** à la place du cash

Parmi les 37% qui auraient préféré une assistance en nature, 97% auraient souhaité une assistance en biens alimentaires, 37% en biens non alimentaires, et 11% en abris.

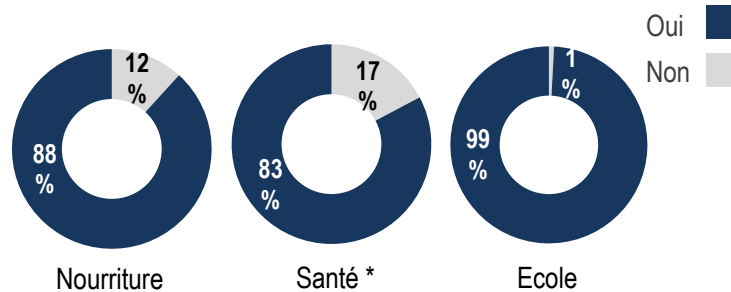
### Durée estimée d'utilisation du cash (32 500 FCFA)



### Motifs de satisfaction vis-à-vis du cash



### Accès aux Services de Base grâce aux revenus du ménage qui englobe les 32 500 reçus + autres sources de revenus du ménage



\* Les personnes qui n'ont pas d'accès à la santé indiquent que le centre de santé est trop éloigné et/ou que les frais sont trop élevés.

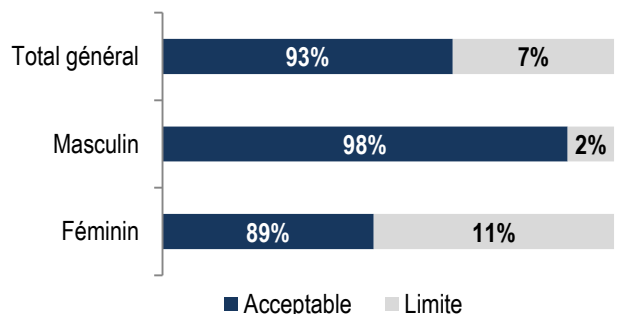
## 6 SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Le SCA a pour objectif de comprendre la diversité des produits consommés par les ménages d'un point de vue diététique ainsi que la fréquence de consommation des différents groupes d'aliments par les répondants. Les ménages sont ensuite classés en 3 groupes de consommation alimentaire: Pauvre (SCA entre 1 - 24,5); Limite (SCA entre 24,5 - 38,5); Acceptable (SCA supérieur à 38,5).

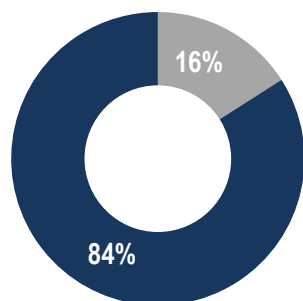
La majeure partie des enquêtés (93%) tombent dans la catégorie « **acceptable** » du SCA, tout comme le SCA moyen est de **66,9**.

On remarque qu'aucun répondant n'est dans la catégorie « pauvre », alors que 2% de la population étaient dans cette catégorie lors de la première enquête PIM cash et que tous avaient un SCA « **pauvre** » lors du ciblage (*en début de projet*). Cela montre que la distribution de cash a eut un impact positif important sur la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires.

### Score de Consommation Alimentaire (SCA)



## Connaissance du Mécanisme de Gestion des plaintes (table des plaintes mise en place lors de la distribution)



■ Non ■ Oui



Remerciement à l'endroit d'ACTED pour l'assistance en cash



Demande en faveur de la poursuite de l'assistance en cash au sein de la communauté



Demandes d'assistance en biens alimentaires

6%

des répondants qui connaissent le MGP **considèrent ne pas pouvoir l'utiliser** parce qu'il serait réservé aux jeunes (et non aux personnes âgées, mariées) ou qu'ils ne disposent pas de téléphone

## RECOMMANDATIONS



## Équipe Programme

- Dans la mesure du possible, cibler toute la communauté d'un même site pour une distribution de cash. 79% des répondants ont redistribué une partie de l'argent reçu à d'autres ménages, ce qui peut affecter l'impact des distributions sur la sécurité alimentaire des ménages.



## Unité AME

- Renforcer les sensibilisations sur le Mécanisme de Gestion des Plaintes avant le début de chaque distribution, et réaffirmer à la communauté qu'il est destiné à toute personne quelque soit son âge, genre, statut ou croyance. Réaffirmer le caractère confidentiel du traitement des plaintes.
- Informer et sensibiliser les populations sur la possibilité de déposer des plaintes par d'autres canaux qui ne sont pas forcément la ligne verte.